

HÔPITAL PSYCHIATRIQUE DE BLIDA

Les cas de schizophrénie, les plus enregistrés

24 900, tel est le nombre de malades mentaux suivis en ambulatoire chaque année alors que le pavillon Maïzi de l'hôpital psychiatrique de Blida, qui reçoit mensuellement jusqu'à 2000 patients en urgence, ne compte que 100 lits.

Tel est le constat que nous avons fait dans ce service. Son responsable, le D^r Chakali Mohamed, maître-assistant en psychiatrie, exerçant dans cet hôpital depuis plus de 25 ans, y travaille d'arrache-pied pour alléger la souffrance à cette frange de la population qu'on appelle «les fous». Même s'il est convaincu que le médicament aide énormément aujourd'hui à guérir ces malades, notamment les antipsychotiques de nouvelles générations qui sont d'une grande efficacité, il reste le concours de la société qui a un rôle prépondérant dans leur rétablissement définitif, selon le D^r Chakali.

Toutefois, c'est la schizophrénie qui reste la pierre d'achoppement pour ce service car elle est

désignée par ce dernier comme une affection très lourde du fait que le sujet atteint perd entièrement le contact avec la réalité.

Touchant 1% de toutes les sociétés du monde, cette maladie, dont les causes proviennent aussi bien de facteurs endogènes qu'exogènes tels l'environnement familial ou la drogue, la schizophrénie constitue, selon le D^r Chakali, 80% des patients traités dans son service.

Evoluant par crise, les schizophrènes ont une chance, cependant, de guérir s'ils se retrouvent au sein d'un bon environnement familial, nous affirme-t-il.

L'autre maladie la plus traitée au pavillon Maïzi est la dépression nerveuse. Touchant plus les femmes que les hommes, cette

affection, qui conduit souvent au suicide, est très répandue de nos jours, constate le D^r Chakali, et ce en raison des problèmes qu'induisent les mutations socioéconomiques rendant la vie extrêmement difficile. Pour cette affection, notre interlocuteur reste très optimiste quant à une guérison possible des déprimés grâce aux antidépresseurs. «Souvent, cette catégorie de malades ne dépasse pas les 10 jours dans notre service pour ressortir totalement guéris», nous dira-t-il. Néanmoins, nous fera savoir ce dernier, la société algérienne fait face à une nouvelle forme de troubles psychologiques qui a fait son apparition ces 15 dernières années. C'est celle liée à la violence psychologique occasionnée par les actes de terrorisme. Il n'y a pas que cela puisque même le cancer, par exemple, est une forme de violence à l'égard des proches du malade, nous fera part le D^r Chakali qui citera également la violence des toxicomanes car,

justifiera-t-il, le toxicomane souffre intérieurement. On apprend qu'une unité d'accueil de ces victimes de violence active depuis 1997 pour les soulager de leurs supplices et de leurs douleurs.

Sur un autre plan, même la religion peut être un thème de délire, nous explique le responsable du pavillon Maïzi qui a eu à traiter plusieurs cas dans son service. «C'est le délire mystique ou folie religieuse qui frappe le sujet d'un sceau de dissolution», expliquera-t-il avant d'ajouter que l'effet de la parabole peut provoquer des troubles de la personnalité notamment chez les adolescents, lesquelles troubles peuvent se dégénérer en maladies psychiatriques. Il y a lieu de souligner enfin que le D^r Chakali œuvre également à travers une association d'aide aux malades mentaux qui active en direction de cette frange «délaisée» de la société afin de les faire sortir de leur chemin de croix.

M. B.

BOUIRA

Le wali opte pour une nouvelle approche du CALPI

Serait-ce un nouveau départ pour l'investissement au niveau de la wilaya de Bouira ? Nous sommes tentés de répondre par l'affirmative, au vu de la première réunion du CALPI qui a eu lieu mercredi dernier au siège de la wilaya et ouverte aux journalistes, comme souhaité par le nouveau wali, Bouguerra Ali.

Egal à sa réputation d'homme de terrain et d'action, le wali a d'emblée invité les responsables chargés de ce secteur, sur lequel ils avaient, sept ans durant, mis la chape de plomb, avec la bénédiction de l'ex-wali, à débattre tout sur la table et à débattre sereinement tous les problèmes. Ainsi, le responsable chargé du dossier au niveau du cabinet entamera la lecture du rapport par des statistiques, mais les présents, à commencer par le wali, sauront vite que le tableau est trop noir, peu reluisant. On apprendra ainsi que depuis la création du comité d'assistance et de localisation des projets d'investissement, appelé CALPI en 1994, la wilaya a enregistré le dépôt de quelque 795 projets. Jusqu'au 31 décembre dernier, le comité a annulé 508 projets pour différentes raisons. Parmi les 287 dossiers validés, 77 ont été réalisés et sont actuellement opérationnels, 94 sont en cours de réalisation, alors que 128 sont non lancés pour diverses raisons.

Cherchant à comprendre davantage sur ces annulations, le wali apprend que parmi ces projets d'investissement présentés pour étude au CALPI, figurent 237 projets sous forme de promotions immobilières qui ne dépassent pas les 12 logements par promotion. Là, le wali donnera des instructions fermes afin que les dossiers relatifs aux promotions immobilières soient réorientés vers le comité technique de wilaya pour ne laisser au niveau du CALPI que des projets d'investissement créateurs de richesses et d'emplois.

Toujours dans ce sillage, le wali a décidé d'annuler tous les projets relatifs aux coopératives immobilières restés en suspens au niveau du CALPI et qui sont au nombre de 15, en invitant le direc-

teur de l'Agence foncière à engager des procédures judiciaires pour récupérer les terrains qui leur ont été affectés.

Autres décisions importantes prises par le wali : l'agrément d'un dossier d'investissement qui sera dorénavant signé par le wali sous forme de décision, afin que l'investisseur ne rencontre plus d'embûches et autres entraves administratives pour la concrétisation de son projet et la suppression de certificats de conformité partiels, un subterfuge utilisé jusque-là par des investisseurs malhonnêtes qui commencent un grand projet mais qui s'arrêtent à mi-chemin, avec le fameux certificat leur permettant d'exploiter par exemple le rez-de-chaussée d'un bâtiment en laissant un chantier s'éterniser.

En outre et parlant toujours de projets, le wali, qui a déjà annoncé sa décision de faire de l'année 2009, l'année de la relance de l'investissement au niveau de la wilaya de Bouira, qui accuse un grand retard en matière d'investissements fiables et structurants, a

invité le responsable chargé du CALPI au niveau de son cabinet à se déplacer à Alger et Boumerdès et à se rapprocher des responsables du CALPI pour avoir les adresses de tous les investisseurs qui auraient déposé des dossiers d'investissement, mais qui n'ont pas pu concrétiser faute de terrains, afin de les inviter à investir à Bouira où existent une zone industrielle à Sidi Khaled, qui dispose de près de 100 hectares viabilisés et située à 11 km au sud de Bouira et à 3 kilomètres de l'autoroute Est-Ouest, ainsi que plusieurs zones d'activité dans le chef-lieu de wilaya, mais également dans les autres daïras.

En tout état de cause, cette première rencontre a permis au wali M. Bouguerra Ali, de constater de près la situation chaotique de la wilaya, tant sur les 94 projets en cours de réalisation, dont 90 % sont agréés et lancés depuis les années 1990, alors que leur taux d'avancement n'a jamais dépassé 60 %. Par ailleurs, à l'effet de redynamiser l'investissement, le wali a décidé de convoquer sous quinzaine tous les investisseurs dont les dossiers, 207 au total, sont en suspens au niveau de la wilaya, ceux en cours de réalisation et ceux non encore lancés. Le wali voudrait écouter ces investis-

seurs exposer eux-mêmes les problèmes bloquants pour trouver une solution et aller de l'avant. Mais, auparavant, le wali a tenu à rappeler une note ministérielle venue au lendemain de la rencontre du président de la République avec les maires : la cession des terrains au profit des investisseurs est définitivement annulée, en laissant place à la concession comme c'est le cas pour les terres agricoles. De la sorte, les terrains à haute valeur foncière, prévus pour les investissements, ne seront plus otages d'investisseurs véreux qui acquièrent des actes de cession sans pour autant investir.

En somme, les débats qui avaient prévalu durant cette rencontre, à laquelle avaient assisté les directeurs de l'urbanisme, du tourisme, de l'agriculture, de l'environnement, de la PME/PMI, des domaines et de l'Agence foncière de wilaya, ainsi que le DRAAG et une représentante de l'Aniref (Agence nationale d'intermédiation et de régulation foncière), étaient très fructueux et ont permis de jeter les premiers jalons d'une véritable approche de l'investissement au niveau de la wilaya et dans tous les domaines tant économiques, touristiques et culturels.

Y. Y.

JIJEL

Auberge de Ziama : un joyau

Le détour valait réellement la peine, pour la simple et unique raison que l'auberge n'a absolument rien à envier à un 5-étoiles, pour des prix dérisoires.

Implantée sur la plage d'une superficie de près de 2 ha, le meilleur site attire de nombreux touristes nationaux mais aussi des touristes venant du Canada, des Etats-Unis, de France et d'Espagne. Le prix d'une chambre climatisée et équipée d'un téléviseur et d'une salle de bains est fixé à 400,00 DA, avec une vue magique sur la mer.

Pour ceux qui préfèrent les tentes, très confortables, la nuitée ne coûte que 200 DA. Les repas pour toutes les bourses vont de 80,00 DA à 350,00 DA. Quatre-vingts repas peuvent être servis en une

seule soirée. Un cybercafé, une cafétéria, une salle de jeux et une salle de conférences font également partie d'un décor digne de ce nom. Les espaces verts ne sont pas en reste et plusieurs variétés de plantes et de fleurs ornent cette merveilleuse résidence. Il est vrai aussi qu'en l'absence d'hôtels, les autorités ont voulu combler le vide en améliorant le rapport qualité-prix.

L'auberge de Ziama est tout simplement un modèle de résidence publique exemplaire. Pour M. Bedadri, directeur de l'auberge, «l'établissement a ouvert ses portes en 2006 et constitue un grand apport pour les nombreux visiteurs. Comme vous pouvez le constater, notre auberge est digne d'une grande résidence».

Hamid Nabet

TIARET

Fin de blocage à l'APC de Rahouia

La situation de blocage qui a duré près de neuf mois à l'APC de Rahouia dans la wilaya de Tiaret, soit depuis les dernières élections législatives du 29 novembre 2007, vient enfin d'être dénouée avec l'installation du premier vice-président, mercredi dernier, en la personne de M. Lahmar Mohamed, issu du parti MSP, en attendant la désignation prochaine du deuxième vice-président et la constitution des différentes commissions. Le conflit qui a vu le jour au sein de cette instance élue, non sans générer des conséquences négatives sur la gestion des affaires de la commune, est survenu suite à l'installation du maire (PT), conformément à l'instruction du ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, stipulant que la désignation du P/APC se fera à partir de la liste ayant obtenu le plus de points en cas d'égalité de sièges, comme cela a été le cas de l'Assemblée populaire communale de Rahouia, sachant que cette dernière est composée de neuf membres, dont 3 PT, 3 MSP, 2 RND et 1 FLN. Cette crise est enfin arrivée à son terme, suite aux menaces de dissolution proférées par le wali de Tiaret, à l'issue de sa dernière visite dans cette localité, où la population locale n'a pas hésité à l'interpeller pour mettre fin à cette situation qui entravait le développement socioéconomique de cette région. Pour rappel, en marge de l'installation du nouveau wali de Tiaret, il y a plus de deux mois, M. Zerhouni avait évoqué le problème en déclarant que toutes les APC n'ayant pas régularisé leur situation, conformément à la loi, seraient irrémédiablement dissoutes. Cette issue devrait soulager plus d'un à Rahouia, si toutefois les élus concernés arrivent à mettre, avant toute autre considération, l'intérêt du citoyen, loin des tiraillements dont les retombées ne peuvent être que néfastes.

Mourad Benameur

ACCIDENT DE LA ROUTE

Une fillette percutée par un chauffard

Décidément, les drames liés aux accidents de la route ne cessent d'endeuiller des familles entières au risque de générer la grogne des citoyens. Mercredi dernier aux environs de 19h, Yasmine, âgée d'à peine 8 ans, a été percutée par un taxi collectif de marque Karsan au moment où elle s'apprêtait à traverser la chaussée au niveau du quartier El-Djafaf. La fillette, en vacances à Tiaret, a été tuée sur le coup après que le chauffeur, assurant la liaison centre-ville-Volani via Trig El Beïda, l'eut violemment percutée sous les yeux médusés des passants et autres habitants du quartier. Ces derniers, pour manifester leur colère contre les chauffards qui sillonnent les lieux parfois à vive allure, n'ont pas hésité à barrer la route avec des pierres et autres pneus brûlés, ce qui a nécessité l'intervention des services de sécurité. Ces derniers se sont positionnés dans les parages jusqu'à une heure tardive jeudi pour parer à toute éventualité de dérapage.

Le corps de l'innocente fillette a été transféré par la Protection civile à la morgue du secteur sanitaire Youcef-Damardji de Tiaret, dans une atmosphère pour le moins émouvante. Pour rappel, une autre fillette, Halima Narimène, 11 ans, avait péri en octobre 2005 au même endroit et dans les mêmes circonstances.

Mourad Benameur

GUELMA

Il kidnappe son ex-épouse et la tue

La petite localité de Bendjerrah, distante de 2 km du chef-lieu de la wilaya de Guelma, a été secouée par un abominable crime commis par un homme âgé de 55 ans qui a sauvagement assassiné son ex-épouse.

Selon les informations recueillies auprès des proches de la victime, l'ex-époux, ne supportant pas son divorce d'avec sa femme, s'est présenté mercredi dernier à son domicile. Profitant de l'absence des enfants, il n'a eu aucun mal à la kidnapper. L'auteur du crime s'est alors dirigé vers la route reliant Guelma à la commune de Bendjerrah. Il choisit un coin isolé, sort un couteau et lui assène plusieurs coups, la laissant gisant dans une mare de sang. Une fois son acte accompli, il rentre chez lui à Guelma. Alertés par des citoyens, les éléments de la gendarmerie ont découvert le corps de la jeune femme sans vie qui fut transféré au CHU d'Annaba.

Les coups assénés par son bourreau ne lui ont laissé aucune chance de survie.

B. A.